

*L'Adresse*

Québec devait avoir un droit de veto et je pense qu'au sein de notre comité, c'est aussi un élément dont nous avons parlé à maintes reprises: l'importance que le Québec ait une protection dans la prochaine Constitution.

Cela dit, attendons de voir, à partir d'abord du rapport qui sera déposé par notre Comité Beaudoin-Edwards, ensuite la Commission Spicer qui devra aussi déposer son rapport pour le 1<sup>er</sup> juillet. De là, il y a une autre commission mixte, composée de députés et de sénateurs, qui devra parcourir le pays et rencontrer des homologues provinciaux au niveau des comités législatifs et ce sera à partir de tout cela que le gouvernement sera en mesure de présenter une nouvelle proposition constitutionnelle pour faire en sorte que le Québec puisse réintégrer la famille canadienne et puisse s'épanouir à l'intérieur de tout cela.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Reprise du débat. L'honorable député de Terrebonne.

**M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne):** Monsieur le Président, je suis très heureux de l'opportunité qui m'est accordée aujourd'hui de participer au débat sur le discours du Trône.

Je voudrais maintenant, monsieur le Président, partager avec mes collègues quelques réflexions quant à l'intention exprimée par mon gouvernement dans le discours du Trône d'établir des objectifs nationaux en matière d'éducation.

Si j'aborde ce sujet, monsieur le Président, c'est qu'il me semble avoir été plutôt mal compris par un certain nombre de députés de cette Chambre. Vous savez, on entend depuis quelques jours, des députés de cette Chambre crier à l'ingérence. D'autres députés vont se cacher, monsieur le Président, derrière les rideaux. Et pourquoi? Parce que le gouvernement veut que nos jeunes aient un jour accès à un travail payant et valorisant. Et pourquoi, monsieur le Président? Parce que ce gouvernement veut donner toutes les chances aux Québécois et aux Québécoises, ainsi qu'à l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes de demain, de profiter d'une qualité de vie encore plus grande.

Pourquoi, monsieur le Président, se cache-t-on derrière les rideaux et crie-t-on au meurtre? Parce que notre gouvernement agit quand le pays risque de manquer le bateau du virage vers une économie de plus en plus compétitive à l'échelle mondiale.

• (1550)

Monsieur le Président, on crie au meurtre et on se cache derrière les rideaux. C'est peut-être le meilleur moyen de passer à côté de la question lorsqu'on n'a rien d'intelligent à dire sur le fond même de la question. Mais pourtant, il y a des faits qui méritent qu'on aille au-delà des manoeuvres partisans.

Trente pour cent de nos élèves quittent l'école avant d'avoir terminé leurs études secondaires. Est-ce que c'est acceptable? Non, ce n'est pas acceptable. Devons-nous demeurer muets quand on sait que les démographes nous annoncent que le Canada deviendra bientôt un pays à la main-d'oeuvre rare? Devons-nous demeurer inactifs quand on sait que la moitié des emplois créés entre 1990 et 1999 nécessiteront plus de cinq ans d'études et de formation après l'obtention d'un diplôme secondaire? Devons-nous nous cacher derrière les rideaux, quand on sait qu'aujourd'hui seulement 60 p. 100 de nos travailleurs et travailleuses possèdent un diplôme d'études secondaires?

Monsieur le Président, ne devrions-nous pas au moins réagir quand on sait que les entreprises canadiennes dépensent moitié moins que nos voisins américains pour former leurs employés et huit fois moins que les Allemands? Devons-nous faire faux bond à toutes nos responsabilités quand on sait que notre prospérité de demain est intimement liée aux connaissances et aux compétences que posséderont les Canadiens et les Canadiennes? Faut-il se fermer les yeux? Non. Le monde et son économie sont en plein bouleversement. Les frontières s'ouvrent. Des blocs économiques et politiques se forment. La compétition est de plus en plus intense. Il ne faut pas manquer ce virage. Il faut s'adapter. Il faut adapter notre main-d'oeuvre. Il faut la préparer pour l'avenir et c'est le défi qui se pose à nous et c'est ce que propose le discours du Trône.

Le Québec d'aujourd'hui s'est réellement trouvé une identité au début des années 1960. À cette époque, les Québécois et Québécoises ont véritablement pris en charge leur destinée. C'est ce qu'on a appelé à l'époque et comme on l'appelle toujours maintenant, la révolution tranquille. Cette révolution, monsieur le Président, qui a conduit le Québec vers une nouvelle prospérité ne s'est pas faite seule. C'est au cours de ces années qu'on a réformé le système d'éducation au Québec, suite au Rapport Parent. Et c'était il y a bientôt 30 ans.

Aujourd'hui, alors que s'est déjà amorcée une révolution de l'économie mondiale, il m'apparaît de plus en plus clair que les résultats qu'on enregistre actuellement en matière d'éducation seront nettement insuffisants pour assurer un avenir prospère à tous les Canadiens et Canadiennes. Il nous faut pour profiter de cette révolution refaire nos classes, il nous faut repenser notre approche face à l'éducation et, au lieu de passer à côté du problème, s'asseoir ensemble, discuter ensemble et trouver des solutions au problème.

Pourtant, monsieur le Président, il se trouve encore des députés de cette Chambre qui s'insurgent du fait que ce gouvernement veuille préparer les Canadiens et les Canadiennes à faire face au défi de l'an 2000. Et sous quel prétexte? Sous le prétexte que l'éducation est une responsabilité provinciale. Mais ceci, nous le reconnaissons